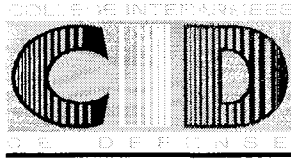
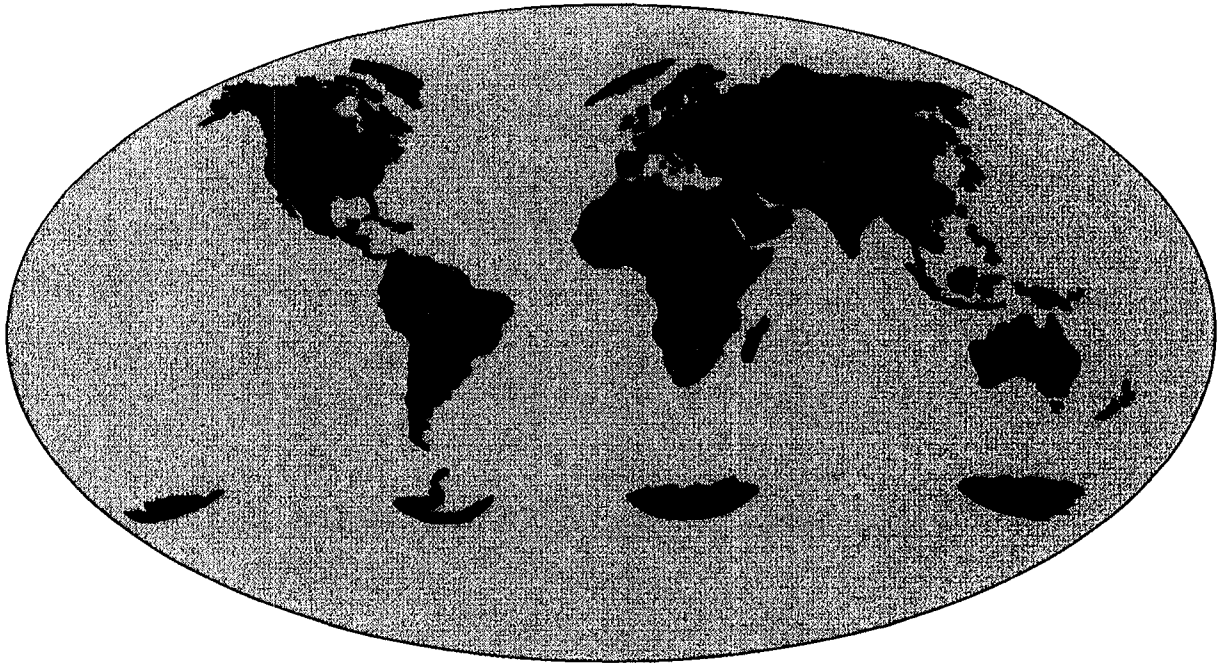


1998 178



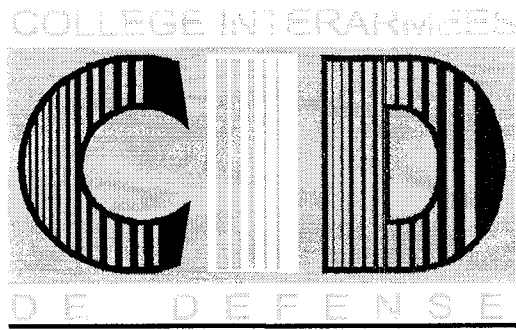
## MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



### ***NATIONALISMES ET MONDIALISATION***

5ème Promotion 1997 / 1998  
Division C / Groupe C 1  
Décembre 1997

Chef d'escadrons  
GOUPIL Hubert



## NATIONALISMES ET MONDIALISATION

### Réalités et perspectives

#### Résumé

La mondialisation, caractérisée par un élargissement économique, culturel et social à l'échelle planétaire, n'est pas un phénomène nouveau mais constitue aujourd'hui l'incontournable pivot autour duquel s'articule une nouvelle *économie-monde*. Signe des temps ou symbole de l'impuissance des hommes à maîtriser des mécanismes complexes, elle déclenche des réactions locales et génère des particularismes locaux. Dans ce paysage contemporain, et en le mettant en perspective, il semble opportun d'en dégager les tendances à en attendre au seuil du prochain millénaire.

L'auteur du présent mémoire invite le lecteur à comprendre en quoi la mondialisation et l'affirmation de l'Etat-nation sont l'expression des besoins fondamentaux des hommes, partagés entre l'accession à une civilisation universelle et la préservation de patrimoines particuliers. L'enjeu n'est-il pas aujourd'hui dans l'émergence et le développement d'espaces économiques régionaux, véritables pôles d'équilibre où le réflexe identitaire est susceptible de se diluer dans une communauté d'intérêts ? En revanche, le risque n'est-il pas d'assister, impuissants, au développement de nouveaux blocs mettant en péril un fragile équilibre ?

La démarche entreprise vise à embrasser la question nationale dans sa globalité, mais aussi dans ses contradictions, avant d'analyser l'attitude des Etats-Unis face à la mondialisation. Enfin, à partir de repères historiques, l'approche de la question asiatique permettra de comprendre en quoi cette région du monde tente de s'imposer dans le concert des nations.

# Sommaire

## Introduction

### 1. - La question nationale : entre la mémoire et le projet

11. - La mondialisation, source de tensions nationales

12. - La mondialisation : un choix politique

13. - Comme la mondialisation, la nation est inachevée

### 2. - Les Etats-Unis face à la mondialisation

21. - Les Etats-Unis, incontournables dans le système-monde

22. - Les raisons de l'hégémonie américaine

23. - L'omniprésence des Etats-Unis

### 3. - L'Asie orientale : nouveau pôle de l'économie mondiale

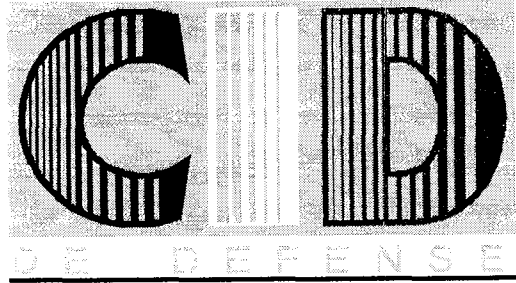
31. - Les raisons d'une ouverture

32. - Naissance d'un " bloc " ?

## Conclusion

## Cartes

## Bibliographie



## NATIONALISMES ET MONDIALISATION

### Réalités et perspectives

#### INTRODUCTION

Le seul grand système qui concurrençait le capitalisme libéral à l'échelle planétaire s'est effondré. Dès lors, on peut imaginer qu'un seul modèle de développement puisse présider aux échanges économiques et que la concurrence soit universelle. C'est sans compter sur l'homme qui règle en amont les mécanismes d'une nouvelle *économie-monde*<sup>1</sup>. Incontestablement, l'étourdissante accélération technologique<sup>2</sup> de la décennie écoulée a amplifié la mondialisation<sup>3</sup>. Il faut, à cet égard, reconnaître que le phénomène n'est pas nouveau puisque la mondialisation se caractérise par l'élargissement économique, culturel et social. Ses origines remontent à cinq siècles déjà, alors que l'Europe se lançait à la découverte du Nouveau Monde. A l'époque, la mondialisation se limitait aux confins de *Mare nostrum*<sup>4</sup> et les ports en étaient les principaux artisans. Mais ces horizons bornés sont très vite élargis par les explorateurs<sup>5</sup> tels que Colomb ou Vasco de Gama, pour ne citer qu'eux, qui offrent à l'Europe de nouvelles routes d'approvisionnement.

Aujourd'hui, la mondialisation apparaît comme un géant tentaculaire que rien ne semble pouvoir maîtriser. Elle génère des réactions locales et réveille des particularismes régionaux que l'on croyait au mieux éteints ou, au moins, circonscrits à échelle réduite. Même si chacune des pièces de ce nouvel échiquier planétaire

---

<sup>1</sup> Fernand Braudel.

<sup>2</sup> Transports internationaux rapides, entreprises multinationales, mouvements de capitaux, satellites, informatique, *Internet*...

<sup>3</sup> Les Anglo-Saxons utilisent le terme *globalisation*.

<sup>4</sup> Mer Méditerranée.

<sup>5</sup> *Descubridores*.

met tout en oeuvre pour intégrer et appliquer les nouvelles règles du jeu global, même si chacun apprécie à son niveau les avantages d'une ouverture des marchés, tout le monde s'interroge sur les bienfaits de la mondialisation en cherchant, non pas à savoir ce qu'elle apporte ou pourrait apporter, mais surtout ce qu'elle remet en cause. A ces inquiétudes s'ajoute la méfiance à l'égard d'institutions transnationales qui tentent de réguler les flux gigantesques de capitaux et de lutter contre les tendances naturelles des marchés. Impuissant, l'Etat-nation ne peut prétendre dompter seul un phénomène qui substitue les réseaux aux territoires, qui met en exergue l'étroitesse de ses marges d'action. La solution intermédiaire consiste à concilier les contraintes à l'échelon national et les impératifs à l'échelle mondiale. L'illustration la plus saisissante à cet égard est sans conteste la construction européenne. C'est le sens du combat mené pour la monnaie unique, ciment qui viendra sceller le pacte européen.

L'affirmation de l'Etat-nation et la mondialisation sont l'expression des besoins fondamentaux des hommes, partagés entre l'accession à une civilisation universelle et la préservation de patrimoines particuliers. Dans ce kaléidoscope contemporain, l'enjeu du prochain millénaire n'est-il pas dans le développement d'espaces économiques régionaux, tout en présentant le risque de donner naissance à de nouveaux blocs ?

Il semble opportun de consacrer, d'abord, une réflexion à la question nationale, foyer de contradictions. Nous procéderons, ensuite, à une analyse de l'attitude des Etats-Unis face à la mondialisation. Enfin, par une approche historique, nous verrons comment l'Asie orientale tente de s'imposer dans le concert des nations. Cette démarche comparative nous permettra de dégager les grandes tendances de cette fin de siècle et d'imaginer ce que sera le monde du troisième millénaire.

## 1. - La question nationale : entre la mémoire et le projet

L'évolution du monde, analysée par les géographes et les historiens, se caractérise par un double phénomène : d'une part, une poussée des nationalismes, voire des régionalismes, affirmation de particularismes locaux, d'autre part, une uniformisation des techniques et une mondialisation des échanges. Ainsi, notre espace se rétrécit et s'élargit en même temps. Cette analyse est au coeur de nombreux débats opposant sociologues, géographes, historiens et politologues. Aussi s'interroge-t-on sur la place des spécificités culturelles alors que les débats associent l'opinion mondiale.

### 11. - La mondialisation, source de tensions nationales

Sur les réseaux internationaux, l'information circule en temps réel. Les délais d'adaptation des sociétés sont de ce fait raccourcis. Les idées voyagent ainsi plus vite que les hommes, qui doivent vivre simultanément dans quatre espaces<sup>6</sup> et qui sont soumis à des aspirations contradictoires. Sous l'influence du progrès technique, la mondialisation pousse entreprises et marchés à s'étendre en réseaux imbriqués, au mépris de toutes les frontières. La population voit bien ce que la mondialisation remet en cause, pas ce qu'elle apporte. De plus, les inégalités s'instaurent entre ceux qui ont accès au réseau mondial et les « *marginiaux de la société mondiale.* »

Pour autant, la mondialisation n'est pas responsable de tous les maux des sociétés occidentales. Elle est principalement un phénomène observé, révélateur d'un système, et non une politique relevant de décisions prises à Bruxelles ou à Washington. De fait, elle ne crée pas d'ordre par elle-même. Les organisations internationales, réunions d'acteurs aux intérêts le plus souvent divergents, sont elles-mêmes incapables d'établir une politique mondiale<sup>7</sup>. Face au défi de la mondialisation, les nations témoignent d'une résistance obstinée, et même d'une volonté de réaffirmation nationaliste. Sentant leur échapper les grands éléments de régulation économique, les Etats se crispent. C'est ainsi que l'on peut observer que lorsque les processus se globalisent, les réactions se localisent. Enfin, de la mondialisation naît une société duale : « *Les élites ont la tête dans le monde global, la population dans le territoire national.*<sup>8</sup> »

Pourtant, l'image du déclin de la nation, parallèlement à l'essor de la mondialisation, est fautive. En témoigne l'explosion du nombre d'états-nations dans le monde, et notamment en Europe<sup>9</sup>. Nés de la décolonisation, les états africains se sont également multipliés. La première mondialisation est liée en fait à l'essor du commerce maritime, ce qui fit dire à Montesquieu que « *le monde entier ne comprend qu'un seul état par le commerce.* » La mondialisation actuelle est d'un type nouveau. Portée par la communication, l'interaction et la globalisation, elle est un défi pour l'Occident en déclin. Porteuse de contraintes et d'opportunités, elle est inachevée.

<sup>6</sup> Personnel, local, national et mondial.

<sup>7</sup> « *Le G7 doit aider à maîtriser la mondialisation.* » déclarait Jacques Chirac, en juillet 1997, au sommet de Lyon.

<sup>8</sup> Jacques Delors.

<sup>9</sup> 49 états européens contre 18 au début du siècle.

## 12. - La mondialisation : un choix politique

Au terme de la Seconde Guerre mondiale, les nations dominant l'espace occidental ont fait le choix de l'ouverture progressive, tandis que les pays communistes choisissaient une relative ouverture au sein d'un espace fermé. D'inspiration anglo-saxonne, l'idéologie libérale a conduit, à Bretton Woods, à la signature du GATT<sup>10</sup> et à la création du F.M.I.<sup>11</sup> ainsi que d'organisations dérivées. La première mission du GATT était l'établissement d'un système commercial ouvert. Celle du F.M.I. était la stabilité des systèmes de paiement internationaux et une parité fixe d'échange entre les monnaies. Ces missions étaient, d'une part, limitées par la division du monde en deux aires, l'une capitaliste-libérale, l'autre centralisée-planifiée ; chaque système se voulant à vocation universelle. D'autre part, les institutions se trouvaient dans l'incapacité à sanctionner les écarts.

Par l'élargissement des marchés, les signataires cherchaient à augmenter la productivité du travail et à rentabiliser leurs innovations technologiques. Sur le marché mondial, la taille critique<sup>12</sup> est atteinte plus facilement qu'en se limitant au marché local. La mondialisation s'opère sous deux effets mesurables que sont l'internationalisation<sup>13</sup> et la globalisation financière<sup>14</sup>. Au regard de ces facteurs, le GATT a rempli sa mission. En dépit des barrières non-tarifaires, les échanges internationaux n'ont cessé de s'accroître. Ils se sont surtout étendus à tous les secteurs, comme les services et les marchés publics.

## 13. - Comme la mondialisation, la nation est inachevée

Certes, dans le *village planétaire*<sup>15</sup>, les modes de consommation et de vie tendent à s'unifier. Mais les spécialistes du marketing ont bien compris, en privilégiant de plus en plus du sur mesure aux dépens du standard, que l'absence de territorialité n'est pas indifférenciée. Face aux réseaux mondiaux de communication, l'information de proximité est en vogue par le biais de nombreux quotidiens locaux et radios locales. C'est que la délégation de souveraineté, négociée de manière contractuelle par les Etats, ne s'oppose pas à l'identité nationale.

Pour être l'interlocuteur de la mondialisation, la nation doit servir de relais à des cultures nationales. Ceci suppose un projet national expliqué. Des dizaines d'ouvrages ont été rédigés sur la place des paysans dans la société française. Il n'en existe pas sur la place des citoyens dans la société mondiale. Face à un phénomène sans projet lisible, les politiques nationales doivent donc chercher à redéfinir la place de la collectivité et à créer des structures permettant à la nation de s'intégrer. Cette intégration ne doit pas favoriser une irresponsabilité sociale.

<sup>10</sup> GATT : *General Agreement on Tariffs and Trades* (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Ce traité multilatéral, entré en vigueur en 1948, groupait, en 1994, 121 pays représentant plus des quatre cinquièmes du commerce mondial. Il énonçait un code de conduite pour le commerce mondial. Dans le cadre de l'acte final du cycle de l'*Uruguay Round*, la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C.) a été entérinée. Elle a vu le jour au 1er janvier 1995.

<sup>11</sup> F.M.I. : Fonds Monétaire International. Son but est de faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international, de promouvoir la stabilité et la liberté des changes.

<sup>12</sup> Volume de production à partir duquel l'entreprise est rentable.

<sup>13</sup> Elle se mesure par le taux d'internationalisation : exportations par rapport à la production.

<sup>14</sup> Elle se mesure par le taux de contrôle étranger : production sous contrôle étranger par rapport à la production totale.

<sup>15</sup> Concept créé au début des années 60 par Marshall McLuhan. Il désigne la communication-monde.

Finalement, le débat est plutôt entre deux formes de nations : une confondant nation, ethnie et citoyen. Une, fidèle aux Lumières, dans laquelle « ...il existe une raison universelle et les démocraties doivent l'intégrer dans les valeurs nationales. » La conférence de Rio en est une illustration. L'écologie, devenue une préoccupation universelle, transcende les identités nationales.

Le réflexe nationaliste, loin de permettre d'esquiver la mondialisation, qui n'est pas une idée mais une tendance, condamne à la subir. Seules les nations solidaires et fortes gagneront le combat mondial.

## 2. - Les Etats-Unis face à la mondialisation

Par leur position sur l'échiquier économique et leur maîtrise des réseaux d'informations, les Etats-Unis détiennent une position incontournable dans le processus de mondialisation. Ils le dirigent même implicitement. Leur stratégie consiste à conquérir de nouveaux territoires puis à en assurer le contrôle.

### 21. - Les Etats-Unis, incontournables dans le système-monde

Les Etats-Unis représentent le premier pôle d'attraction migratoire au monde et un phare pour les exilés. Après une forte poussée au début du siècle, puis un ralentissement, l'immigration s'est accélérée ces dix dernières années. Aujourd'hui, 700 000 immigrants légaux entrent annuellement sur le territoire, ce qui représente 40 p. 100 des migrants de la planète. En outre, l'origine des migrants est de plus en plus universelle. Ainsi, 80 p. 100 des entrants proviennent des pays en voie de développement. La poussée des Hispaniques, à forte proportion de Mexicains, reste la plus spectaculaire. Ils représentent aujourd'hui 8 p. 100 de la population américaine et atteindront les 40 millions en 2015, dépassant ainsi largement la communauté noire. Les quartiers ethniques (*Chinatown*, *Little Havana*...) se développent et les minorités hispaniques remplacent les Noirs en ville, d'où des tensions intercommunautaires.

Cependant, les Etats-Unis tirent profit de ce phénomène parce qu'il entretient une relative jeunesse démographique<sup>16</sup>. Sur le plan économique, le *brain drain* apporte une main d'oeuvre souvent qualifiée et motivée. Les biculturaux sont d'excellents vecteurs commerciaux. Les Américains d'origine asiatique sont à ce titre indispensables à la puissance économique du pays dans l'aire Pacifique. Les Etats-Unis sont donc une nation d'immigrants, une sorte de *melting pot* (*tossed salad*<sup>17</sup> pour les critiques), phénomène accepté par les Américains même s'il génère certaines difficultés<sup>18</sup>.

Première puissance militaire mondiale et bénéficiant en outre d'une avance technologique sans équivalent dans les domaines des transmissions, de la guerre

<sup>16</sup> 25 p. 100 des gains démographiques.

<sup>17</sup> En qualifiant la société américaine de *tossed salad* (salade composée), les critiques stigmatisent l'absence de mélange (*melting pot*) entre les communautés. Chacun garde son identité, ce qui a pour effet de donner naissance à des micro-sociétés.

<sup>18</sup> La cour d'appel de Los Angeles emploie plus de 80 interprètes.

électronique et du renseignement, les Etats-Unis demeurent les maîtres de l'OTAN. Ils étendent par ailleurs leur zone d'influence géostratégique depuis l'éclatement de l'URSS et la disparition du Pacte de Varsovie. Premiers bénéficiaires du libéralisme, les Etats-Unis s'efforcent de développer les intégrations commerciales, la libre circulation des capitaux et des marchandises mais non celle des hommes. Ainsi, l'ALENA<sup>19</sup> permet au pays de soutenir le marché intérieur mexicain, d'éviter l'afflux d'immigrants illégaux, tout en bénéficiant des réserves d'hydrocarbures mexicaines.

## 22. - Les raisons de l'hégémonie américaine

Le premier pilier historique du nationalisme américain correspond à la poussée territoriale lorsqu'en 1776, en déclarant indépendants de la couronne britannique les treize colonies anglaises, le Congrès donne naissance aux futurs Etats-Unis. Le territoire n'a encore ni nom, ni frontière claire. Seul ferment identitaire, l'aspiration de ces hommes à la liberté individuelle devient le credo d'une nation. La poussée territoriale vers l'ouest, entreprise impérialiste, en est le projet unificateur, et fonde le nationalisme américain. Dès 1803, Thomas Jefferson<sup>20</sup>, héraut de la Fédération, résume cette ambition lors de l'achat de la Louisiane à Bonaparte : « *Même si nos intérêts actuels nous restreignent dans nos limites, il nous est impossible de ne pas porter notre regard vers une époque plus lointaine, où la multiplication du nombre de nos habitants les conduira au-delà de ces limites.* » Ainsi, la Floride sera acquise en 1819, l'ouest conquis au détriment du Mexique en 1848, et l'Alaska achetée en 1867. A la fin du XIXème siècle, les Etats-Unis sont bornés à leurs limites actuelles. Ils ne s'étendront ensuite qu'à des îles<sup>21</sup> pour s'implanter dans le Pacifique Nord. La conquête de la Sibérie sera le seul autre exemple d'expansion territoriale d'une telle ampleur.

Second pilier du nationalisme américain, la prétention à l'universalisme définira très tôt cette nation d'immigrants. Le protestantisme des *Pilgrim Fathers* justifie moralement les conquêtes par un destin messianique<sup>22</sup>. Mais les conquérants ne sont ni des missionnaires, ni des croisés. La prédominance de l'individu, l'aspiration à la propriété et le rêve matériel sont érigés en valeurs universelles, que les Américains s'approprient et doivent exporter.

## 23. - L'omniprésence des Etats-Unis

L'histoire des Etats-Unis reflète une hésitation face au reste du monde. Les Américains considèrent les nationalismes locaux comme des tribalismes, dont ils ne comprennent pas les enjeux. Les gouvernements américains interviennent toujours tard et contre l'avis de leur opinion publique. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, trois grandes causes ont cependant mobilisé la diplomatie américaine et justifié des interventions : l'anticommunisme, la protection d'Israël et les richesses

---

<sup>19</sup> ALENA ou NAFTA : *North American Free Trade Area*. L'ALENA regroupe les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Signé le 12 août 1992, cet accord est entré en application le 1er janvier 1994. Il a permis de soutenir le développement mexicain. Voir carte.

<sup>20</sup> Auteur de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis (1776), Thomas Jefferson fut président des Etats-Unis de 1801 à 1809.

<sup>21</sup> Philippines.

<sup>22</sup> Messianisme : nom donné à divers mouvements religieux à caractère politique. Nés de la crise d'une société, ces mouvements croient en la venue d'un messie qui établira un nouvel ordre, ou rétablira l'ordre originel.

pétrolières du Moyen-Orient. Plus récemment, l'implication dans la crise bosniaque et la pacification visent à éviter la création d'un foyer d'intégrisme musulman en Europe. Avec la fin de la guerre froide, les options de géoéconomie priment sur celles de géopolitique. Ainsi, le Mexique est devenu le partenaire obligé des Etats-Unis. L'Europe occidentale, dont la fonction de rempart contre l'ex-URSS ne se justifie plus, est devenue un enjeu secondaire. Les Etats-Unis apparaissent comme la source d'énergie économique, militaire, et monétaire du monde contemporain. Entre l'isolationnisme et l'hégémonie, l'Amérique choisit la voie de la coopération et des réseaux tentaculaires.

Pour autant, les oppositions sont fortes et la suprématie absolue du monde américain sur le reste du monde n'est pas acquise.

### **3. - L'Asie orientale : nouveau pôle de l'économie mondiale**

Tenue à l'écart des grands bouleversements qui ont modifié l'état de la planète au début des années 90, l'Asie orientale s'avère être un extraordinaire pôle de développement économique. Elle pourrait bien dominer le monde au cours des prochaines décennies. Outre de réelles potentialités, ses projets de construction régionale, même s'ils progressent lentement, s'affirment. Sa stratégie consiste à créer de pair une zone de coprosperité économique et de sécurité commune.

#### **31. - Les raisons d'une ouverture**

Le pôle de développement historique de l'Asie orientale est la Chine, référence politique et économique. Par des vassalités et une longue tradition impérialiste, un monde sinisé s'est étendu jusqu'à la Corée et au Viêt Nam. Le Japon, bien qu'appartenant au monde sinisé, est resté fermé jusqu'à l'ère Meiji<sup>23</sup>.

L'impérialisme nippon ne naît qu'à la fin du XIXème siècle, avec la conquête de l'archipel d'Okinawa. L'hégémonie sur la région a donc considérablement évolué en un siècle, et l'ensemble est aujourd'hui très hétérogène. L'Asie orientale a longtemps vécu en autarcie. Les rapports avec les étrangers ne semblent être entretenus que parce que ces étrangers ont besoin de l'Empire. Cet isolationnisme ne concerne pas l'Asie du Sud-Est, dont l'économie est fondée sur des comptoirs de commerce. Malgré son caractère insulaire, le Japon a développé une mentalité continentale. Au XVIIème siècle, la navigation en haute mer était interdite; seul le cabotage entre les îles était autorisé. L'ère Meiji sera déterminante pour le Japon. L'empereur, qui reprend le pouvoir, comprend que l'ouverture de son pays est indispensable mais que l'archipel doit conserver sa spécificité. Les seigneurs et l'Etat joueront un rôle essentiel dans l'essor initial de l'archipel. Toutes les grandes sociétés appartiennent au départ à des proches de l'Etat et se verront privatisées bien plus tard. Depuis cette époque, l'identité japonaise se caractérise par un savant mélange entre nationalisme et imitation de l'étranger.

---

<sup>23</sup> Meiji : empereur du Japon (1867-1912). En 1868, inaugurant l'ère Meiji, il met fin au régime féodal. En 1889, il donna au Japon une constitution. Il introduisit la civilisation occidentale et mena victorieusement les guerres sino-japonaises (1895) et russo-japonaises (1905).

La Chine, quant à elle, choisit le système socialiste dès les années 50. Lors du premier plan quinquennal, la croissance industrielle est de plus de 15 p.100 par an. Mais ce décollage concerne principalement les villes et les zones côtières. Un déséquilibre profond s'instaure. A la fin des années 50, le gouvernement fait le choix d'une voie de développement propre, avec la volonté de diffuser le développement économique dans tout le pays. C'est un échec, qui conduira à la révolution culturelle. La Chine compte aujourd'hui 1,3 milliard d'habitants et son taux de croissance annuel s'est stabilisé autour de 12 p. 100 par an, bien qu'ayant diminué à partir de 1992. En 1993, les dirigeants chinois ont repris l'initiative dans tous les domaines. A l'intérieur, l'équilibre sans doute fragile, entre libéralisme économique et centralisme politique, se maintient. Pour la première fois apparaît dans la constitution elle-même l'expression « ...*économie socialiste de marché...* » qui semble vouloir signifier que les principaux moyens de production, tout en appartenant à l'Etat, obéiront aux lois du marché et non plus à la planification autoritaire. Certes les frictions sont réelles avec un pouvoir central très affaibli. Il éprouve de plus en plus de difficultés pour faire respecter ses directives par les provinces, dont la richesse et l'autonomie s'accroissent parallèlement.

Cependant, la Chine ne connaît pas les mêmes difficultés que les nouvelles démocraties d'Europe de l'Est. Les raisons en sont diverses. Il y a d'abord la culture confucianiste, qui impose au citoyen le respect de l'ordre établi. Il y a aussi le fait que les dirigeants eux-mêmes se sont lancés dans les affaires dès qu'ils l'ont pu. Au moment où le pouvoir politique s'affaiblissait, ils ont conquis le pouvoir économique; ce qui leur a permis de continuer à régir la société sans heurt. Enfin, sur le plan international, les succès diplomatiques marquent la fin de l'isolement du pays qui retrouve sa place dans le concert des nations et qui affiche, sans ambiguïté, ses ambitions régionales. L'existence des *autres Chine*<sup>24</sup> est le facteur essentiel qui a permis à la R.P.C. de ne pas connaître les mêmes déboires que l'ex-URSS. Complètement délabrée à la mort de Mao en 1976, relancée par les réformes de Deng Xiaoping dès 1978, l'économie n'aurait jamais connu ce formidable bond en avant de ces dernières années sans l'aide des N.P.I. Ce sont effectivement les capitaux chinois de l'extérieur, leurs réseaux informels de relations commerciales et leur système bancaire qui sont à l'origine du remarquable développement économique actuel de la Chine continentale.

### 32. - Naissance d'un " bloc " ?

Née en 1967, l'Association des Nations du Sud-Est Asiatique<sup>25</sup> avait, à l'origine, des objectifs d'ordre essentiellement économique. En 1979, l'ASEAN s'opposa fermement à l'invasion du Cambodge par le Viêt Nam et gagna alors un poids politique certain, puisqu'elle reçut le soutien sans réserve de la Chine et des Etats-Unis. Avec la disparition de l'URSS, le désengagement des Etats-Unis et l'évolution de la Chine, soucis économiques et soucis de sécurité reviennent à égalité. Dès 1992, pour faire face à la Communauté économique européenne<sup>26</sup> d'une part, et à l'ALENA d'autre part, les pays membres de l'ASEAN ont constitué une zone de libre-échange, l'AFTA<sup>27</sup>. A l'initiative conjointe de l'Australie et du

<sup>24</sup> Taïwan et Hongkong.

<sup>25</sup> ASEAN : *Association of South-East Asian Nations* (Thaïlande, Philippines, Singapour, Malaisie, Indonésie, Brunei et Viêt Nam). Voir carte.

<sup>26</sup> C.E.E. devenue depuis Union européenne.

<sup>27</sup> AFTA : *Asian Free Trade Area*. Voir carte.

Japon, l'*Asia Pacific Economic Cooperation*<sup>28</sup> a été créée en 1989. A l'origine, il s'agissait d'accroître les échanges commerciaux entre les pays riverains de l'océan Pacifique par un réseau de relations informelles. Dynamisé par les Etats-Unis jusqu'en 1994, mais freiné par les pays asiatiques, ce projet se dirige vers une coopération souple et finalement assez vague. L'Asie de l'Est ne semble pas prête à former une puissance économique semblable à l'Union européenne. Les économies de la région sont largement tournées vers le marché américain et les Etats-Unis conservent encore un poids prépondérant.

Cependant, le Premier ministre malaysien Mahatir proposa la création d'une association des nations de l'Asie de l'Est et du Sud-Est excluant les Etats blancs d'Amérique et du Pacifique Sud. Fraîchement accueillie au départ, elle pourrait cependant aboutir à moyen terme. L'idée d'une identité asiatique commune prend forme autour d'un lien économique fort. Ce projet se concrétise avec l'essor des N.P.I.<sup>29</sup> dont le développement relève pour l'essentiel d'une économie de comptoirs. Cette dynamique est liée à la volonté du Japon de promouvoir une aire de prospérité commune dans le Pacifique, au moment où l'Europe s'unit par le Traité de Maastricht. Aujourd'hui, à Taiwan, le P.N.B. par habitant est quinze fois celui de la Chine. La politique japonaise est vivement critiquée par le régime chinois qui estime que le Japon favorise la croissance et non le développement, utilisant les N.P.I. à leurs dépens. Quoi qu'il en soit, ces pays sont aujourd'hui des concurrents du Japon et les Chinois tentent de reproduire le même mode de développement sur leur façade côtière.

L'Asie orientale n'est pas un pôle pour demain car ce n'est pas un bloc. C'est une aire hétérogène, sans perspective claire d'intégration, où les rivalités sont fortes autour de trois pôles à intérêts très divergents : la Chine, le Japon et les Etats-Unis. Néanmoins, chaque pôle a effectivement une dimension mondiale mais l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et l'Océanie ont une chance commune. Ils font partie d'un ensemble géographique cohérent qui rassemble plus de la moitié de l'humanité. Cet ensemble représente un immense marché potentiel, d'où des risques considérables.

---

<sup>28</sup> APEC : coopération économique de la zone Asie-Pacifique. Voir carte.

<sup>29</sup> N.P.I. : Nouveaux Pays Industrialisés (Corée du Sud, Taiwan, Singapour, auxquels peuvent désormais s'ajouter la Malaisie et la Thaïlande). Avant sa rétrocession à la Chine le 1er juillet 1997, Hongkong faisait partie des N.P.I.

## CONCLUSION

Fragilisés par des crises intérieures aux racines profondes, ressentant les séismes d'économies régionales en voie de concrétisation, et lancés dans une compétition effrénée à l'échelle planétaire, les Etats-nations cherchent la voie d'un équilibre, mélange subtil de repli sur soi et d'ouverture. Aboutissement d'une longue histoire, l'Etat-nation n'est peut-être pas aussi éternel qu'on le croyait il y a quelque temps encore. Pour que l'on puisse vraiment parler d'Etat-nation, il faut qu'une grande partie de la population se sente véritablement concernée par l'idée de nation, de son unité et de son indépendance. Elle doit en outre considérer que c'est le cadre fondamental de la vie politique. Dans quelques décennies, ce ne sera peut-être plus le cas pour un certain nombre de pays européens. Leurs capacités risquent de se diluer dans le développement des pouvoirs des institutions supranationales européennes. De surcroît, la mondialisation de l'économie, sous l'impulsion de grandes firmes supra-étatiques, risque d'amplifier le phénomène. En outre, l'idée de nation tend à s'estomper avec l'abolition progressive des frontières et la fin de la menace extérieure. Tout cela affaiblit l'idée de nation, ou, du moins, la rend beaucoup moins exclusive qu'autrefois. En revanche, l'audience d'autres représentations s'accroît comme celle de l'Europe et surtout celle de la région, en raisons des politiques de décentralisation menées par la plupart des gouvernements. Cependant, la célébration de l'identité régionale s'approche du discours sur la nation

A un monde bipolaire a succédé un monde multipolaire<sup>30</sup>, sans repères précis. Il est urgent que les projets se concrétisent rapidement sauf à consentir à voir les masses misérables se jeter dans la dictature, la guérilla ou les luttes inter-ethniques, faute de solution satisfaisante et durable. Avec la disparition des empires coloniaux, le nombre des Etats s'est considérablement accru, passant de moins de 50 au début du siècle, à environ 180 aujourd'hui. Cet ensemble d'Etats forme une société de juxtaposition. Il n'y a pas, en effet, dans la communauté internationale, de législateur et de gouvernement qui soient placés au-dessus des Etats. Leurs relations sont donc volontaires et aucune obligation ne peut leur être faite d'entretenir ou de rompre des relations avec d'autres Etats. La souveraineté conduit à la relativité des règles et des situations juridiques. Pourtant, les Etats tissent des liens de tous ordres qui donnent naissance à des intérêts communs. Les grands centres d'impulsion de l'économie mondiale se situent dans la partie nord de l'hémisphère. Ils essaient d'attirer dans leur sillage les voisins à la dérive. Selon certains économistes, si l'Afrique disparaissait, l'onde de choc serait nulle.

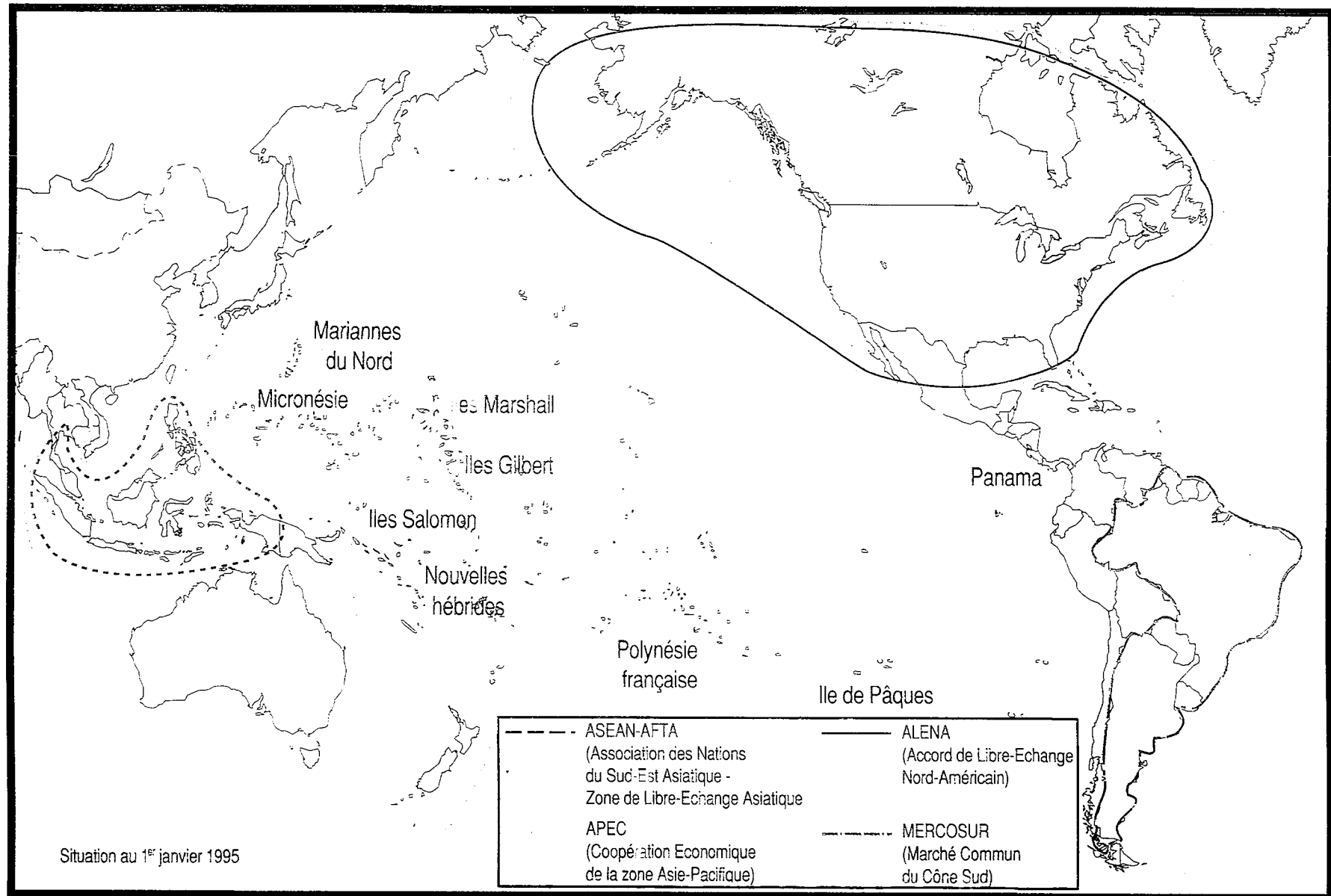
Entre nationalismes et mondialisation, entre territoires et réseaux, les risques consentis sont à la mesure des enjeux. Il existe probablement une voie intermédiaire, celle du développement harmonieux de puissances régionales, véritables foyers d'intégration, dont la vocation première devrait être la création de pôles d'équilibre. C'est à ce prix que le monde entrera dans le troisième millénaire, considérant avant tout qu' « *il n'est de richesses que d'hommes*<sup>31</sup>. »

---

<sup>30</sup> Voir carte.










<sup>31</sup> Jean Bodin (1530-1596) : magistrat, philosophe et économiste français.

# AIRE PACIFIQUE - ASSOCIATIONS REGIONALES










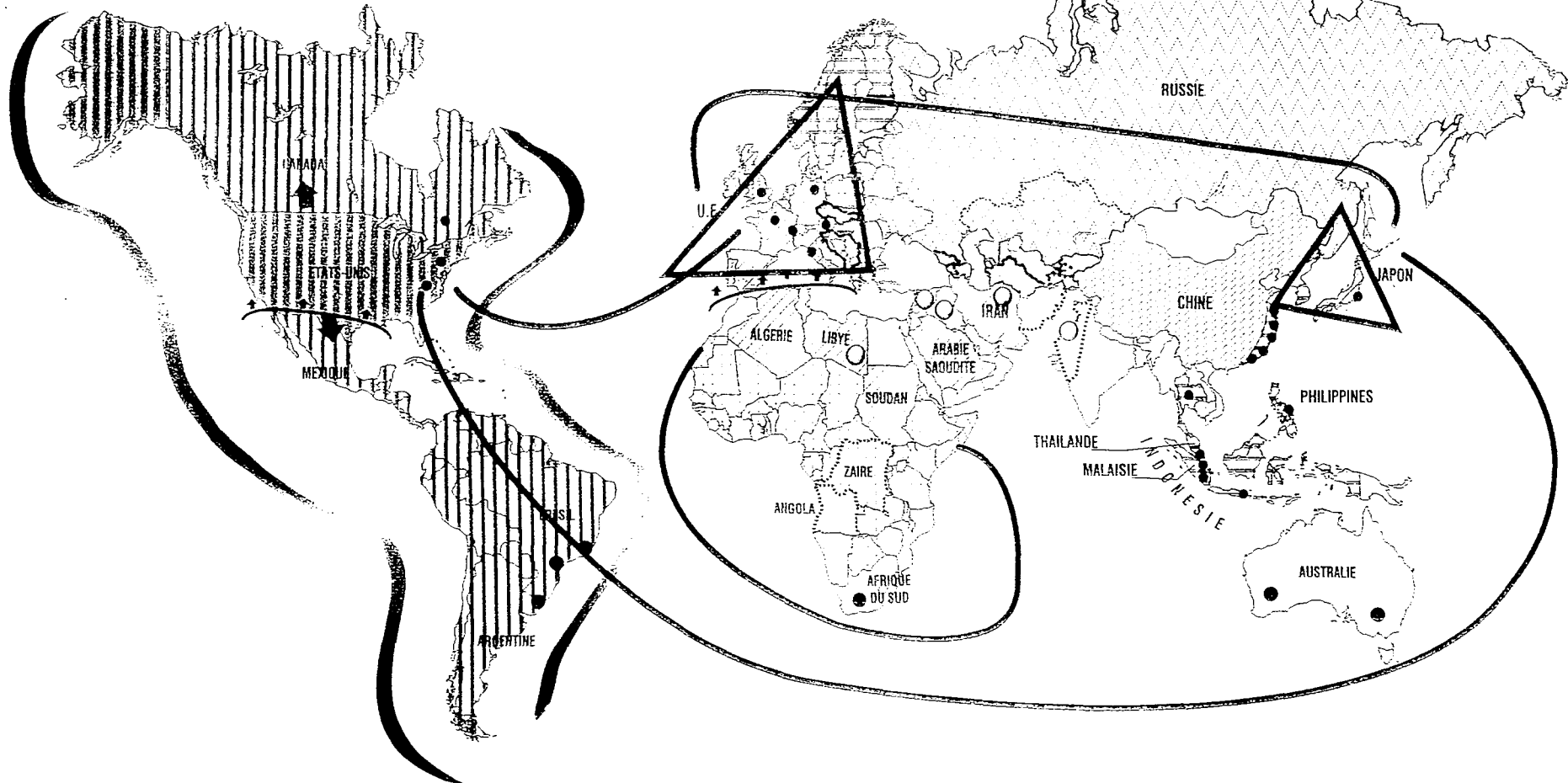
# UN MONDE UNIPOLAIRE OU MULTIPOLAIRE ?

## I - Un monde unipolaire ou multipolaire ?

-  La fin de l'U.R.S.S.
-  Les derniers bastions du communisme
-  Le pôle américain
-  Les marges des pôles asiatiques et européens
-  La formation de l'A.L.E.N.A. (Association de Libre-Echange Nord-Américain)
-  La montée en puissance des pôles économiques concurrents
-  L'oligopole mondial
-  Les pôles en devenir
-  La sphère d'influence naturelle des Etats-Unis

## II - Nouvel ordre mondial ou grand désordre ?

-  Risques de prolifération H.B.C. (nucléaire, bactériologique, chimique) favorisés par la fin de l'URSS
-  Un continent en voie de marginalisation
-  Les foyers d'intégrisme religieux islamiste
-  Les centres de décision (New-York, Genève et Vienne pour l'O.N.U., les capitales des pays du G 7)
-  Les zones de déchirure nationaliste
-  Un Sud de plus en plus fragilisé par la famine, l'endettement et la misère, d'où des risques de flux migratoires incontrôlés
-  Zones d'intervention de l'O.N.U.



## Bibliographie

Calvez, J.Y ; Carrère d'Encausse, H ; Girardet, R : *Nationalisme et nationalismes contemporains*, Revue française, Sciences politiques, volume XV, n°3, juin 1965

Milner, Helen : *Commerce Mondial, une nouvelle logique de blocs ?* , dans Zadi Laïdi, *L'ordre mondial relâché*, Presses de la FNSP / Berg Publishers, Paris, 1993

Adda, Jean : *La mondialisation de l'économie* (Tome I : La Genèse, Tome II : Les Problèmes), La Découverte, 1996

Dolfuss, O : *La mondialisation*, Presse des sciences politiques, 1997

Mattelart, Armand : *La mondialisation de la communication*, Que sais-je ? , PUF, 1997

Le Monde, Dossiers et Documents, 1997 : *Irrésistible mondialisation*, n°258, octobre 1997

Encyclopaedia universalis, tome 16, édition 1990

Flammarion : *Dictionnaire de géopolitique*, Lacoste, Yves, édition 1993

La Découverte : *L'état du monde, 1998*, édition 1997